

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P.

Ce document comporte 9 pages

OBJET

CONSTRUCTION D'UN POLE CULTUREL A SAINT-PIERRE-D'IRUBE

MAITRE D'OUVRAGE

Communauté de Communes Nive Adour

32, place de l'Eglise

64990 MOUGUERRE

MAITRISE D'ŒUVRE

Service Technique Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale

Maison des Communes

Rue Auguste Renoir - CS 40609

64006 PAU CEDEX

CHAPITRE I : DEFINITION DE L'OPERATION

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour objet de définir les travaux tous corps d'état à réaliser pour la construction d'un pôle culturel à Saint-Pierre-d'Irube.

CHAPITRE II : DESIGNATION DES PARTIES

- Maître d'Ouvrage : Communauté de Communes Nive Adour, représentée par Roland HIRIGOYEN, Président de la Communauté de Communes

- Maître d'Œuvre :

- conception générale : Service Technique Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale - B.P. 609 - 64006 PAU CEDEX

- conception, étude et suivi de chantier des lots structure :

lot n° 2 gros-oeuvre : Jean-Marie LURO - Errekaldia - 64220 AHAXE

lot n° 3 charpente : LE FIL DU BOIS - 168, chemin Landaboure - 64990 LAHONCE

- conception, étude et suivi de chantier des lots fluides (lot n° 11 plomberie-sanitaire-chauffage-ventilation et 12 électricité) : CLIMELEC, Parc d'activité de Maignon / Les Dômes n°12, Route de Pitoys 64600 ANGLET

- Bureau de contrôle : VERITAS chemin de l'aviation BP 247 64205 BASSUSSARRY

- Coordonnateur S.P.S. : VIGIES 40 525 rue Bernard Pallissy 40990 SAINT-PAUL-LES-DAX

CHAPITRE III : REMISE DES OFFRES

La proposition remise par l'entrepreneur candidat devra obligatoirement faire ressortir un prix global forfaitaire hors T.V.A. et T.V.A. incluse.

La décomposition par lot doit être rigoureusement respectée de manière à permettre la ventilation des coûts.

CHAPITRE IV : OBSERVATIONS GENERALES

Il est expressément rappelé à l'entrepreneur soumissionnaire qu'il doit répondre à toutes les conditions imposées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Toutes les dispositions précisées au présent C.C.T.P. au devis descriptif quantitatif et sur les plans doivent être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux, le mode de construction et les dispositions d'ensemble, celles-ci servant de base pour l'analyse des propositions de consultation.

CHAPITRE V : NOTA SUR LE C.C.T.P.

1) Connaissance du devis descriptif :

L'entrepreneur doit prendre connaissance non seulement du devis descriptif des travaux de sa spécialité mais aussi de ceux des autres corps d'état.

Il est précisé que les prévisions de chaque corps d'état, comme l'exécution des ouvrages doit permettre le complet achèvement des travaux tels que définis dans l'ensemble des documents, pièces écrites ou graphiques.

L'entrepreneur peut demander au Maître d'Œuvre, au stade de la remise des prix ou de l'étude, toutes précisions utiles sur le projet, étant entendu qu'il ne pourra se prévaloir d'une imprécision, d'un manque de détail, pour réclamer un supplément quelconque, au sujet d'une sujétion relevant de sa spécialité pour la bonne exécution et la finition des ouvrages prévus.

Les clauses ci-dessus étant formelles, le fait de remettre une proposition ou de signer un marché indique leur acceptation sans réserve par l'entrepreneur et aucune réclamation ne sera acceptée après la remise des propositions ou la signature du marché.

2) L'énumération des travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. n'est pas limitative :

Les indications des plans et du présent C.C.T.P. et du devis descriptif ont pour but de faire connaître le programme général, le mode de bâtir et la nature des travaux que doit l'entrepreneur.

Par contre le mode de métré qui a servi pour l'établissement du devis descriptif quantitatif ne pourra être modifié.

Il appartiendra à l'entrepreneur de vérifier les prescriptions demandées et les quantités.

Après cette vérification, il devra faire, le cas échéant ses observations par écrit en annexe au devis descriptif quantitatif.

Une fois le marché signé, il ne sera plus fondé à arguer d'une erreur ou d'une omission.

3) Connaissance des lieux :

Les prix établis par l'entrepreneur comprendront obligatoirement toutes les sujétions résultant de la situation du chantier et des conditions d'approche et de ravitaillement.

Il ne pourra être admis aucun supplément à ce sujet, l'entrepreneur étant supposé connaître parfaitement les lieux du fait même qu'il remet une proposition.

CHAPITRE VI : DOCUMENTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

1) Documents techniques de base :

a) L'ensemble du présent C.C.T.P. constitue la pièce technique écrite particulière de base accompagnée du devis descriptif quantitatif .

b) les plans, coupes, élévations de base établis par le Maître d'Œuvre et les bureaux d'étude.

<u>DESIGNATION</u>		<u>ECHELLE</u>
. Plans architecte		
N° A01	PLAN DE SITUATION ET MASSE	1/200 et 1/5000°
N° A02	PLAN GÉNÉRAL RDC	1/50°
N° A03	PLAN GÉNÉRAL ÉTAGE	1/50°
N° A04	PLAN DE COUPES	1/50°
N° A05	PLAN DE FACADES	1/50°
. Plans Bureau d'étude béton (JM LURO)		
N° BA 01	FONDATIONS - PL.HT VS - COFFRAGE	1/50°
N° BA02	Plancher haut RDC COFFRAGE	1/50°

N° BA03	ÉLEVATIONS R+1 COFFRAGE	1/50°
N° BA04	ARASES VOILES COFFRAGE	1/50°
N° BA05	COUPES COFFRAGE	1/100°

. Plans Bureau d'étude charpente (LE FIL DU BOIS)

N° STB 01	Plan charpente & Axonométries	diverses
N° STB 02	Coupes	1/75°

. Plans Bureau d'étude fluides (CLIMELEC)

N°CVPS01	Plan technique Chauffage Plomberie Ventilation - Sous-Sol	1/50°
N°PS02	Plan technique Plomberie Sanitaire - RDC	1/50°
N°V02	Plan technique Ventilation - RDC	1/50°
N°C02	Plan technique Chauffage - RDC	1/50°
N°C03	Plan technique Chauffage - R+1	1/50°
N°PS03	Plan technique Plomberie Sanitaire - R+1	1/50°
N°V03	Plan technique Ventilation - R+1	1/50°

N°ECF 01	Equipeents techniques ELECTRICITE -COURANTS FAIBLES Niveau Sous-Sol	1/50°
N°ECF 02	Equipeents techniques ELECTRICITE -COURANTS FAIBLES Niveau RdC	1/50°
N°ECF 03	Equipeents techniques ELECTRICITE -COURANTS FAIBLES Niveau R+1	1/50°

2) Règlements :

I - Les travaux devront être exécutés conformément aux règles de l'art ainsi qu'aux prescriptions techniques et normes se rapportant à ces ouvrages.

La signature du marché implique l'obligation formelle imposée à l'entrepreneur

- . au stade de l'étude des offres,
- . au stade de la mise au point du marché et de sa préparation,
- . au stade de l'exécution des travaux

de respecter outre les prescriptions techniques du présent C.C.T.P., les prescriptions techniques comprises dans les textes officiels et notamment :

- les cahiers des charges D.T.U. établis par le groupe de coordination des textes techniques,
- les prescriptions provisoires ayant valeur de cahier des charges D.T.U.,
- les règles de calcul D.T.U.,
- les normes nationales homologuées qui transposent les normes européennes,
- les normes internationales transposées,
- les normes nationales homologuées ne transposant pas les normes européennes ,
- les cahiers des prescriptions spéciales des fournisseurs ainsi que les différents avis techniques édités par le C.S.T.B.

Il sera pris en considération la dernière édition de ces textes et documents avec additifs, suppléments, mise à jour etc. en vigueur le mois précédent celui fixé dans l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

II - Les travaux devront être exécutés dans le respect des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes nationaux ou locaux applicables aux ouvrages de la présente opération.

III - Par ailleurs et en dehors de la qualité des travaux eux-mêmes, l'entrepreneur sera tenu de respecter les spécifications du Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 (J.O. du 20 janvier 1965) relatif aux mesures de protection et de salubrité applicables au chantier de construction ainsi que la législation en vigueur se rapportant de près ou de loin à la réalisation de la construction prévue (lois sociales, réglementation du travail ...).

IV- L'entrepreneur est informé de l'application, à ce chantier de niveau 2, du décret n° 94-1159 du 31 décembre 1994 modifié, réglementant la coordination de sécurité et de protection de la santé. Un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé assiste le Maître d'Ouvrage dès la phase conception du projet.

cf. paragraphe 8.4 : Organisation, sécurité et hygiène des chantiers du C.C.A.P

3) Notification des services du Département des Pyrénées-Atlantiques et de l'Etat :

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des services du Département et de l'Etat, notamment aux notifications de l'Inspection Départementale des Services d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Atlantiques.

CHAPITRE VII : AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

1) L'entrepreneur devra faire son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives qui lui seront nécessaires pour la réalisation de ses travaux (autorisation de police, de clôture, de voirie, branchements provisoires sanitaires, etc...).

2) La sortie et l'entrée du chantier seront réglementairement balisées.

CHAPITRE VIII : IMPLANTATION

1) Implantation générale et piquetage :

L'implantation sera assurée par l'entrepreneur du lot gros œuvre sous sa propre responsabilité sur la base des plans établis par le Maître d'Œuvre qui approuvera cette implantation (cf. article 7 du C.C.A.P.).

Les têtes de piquets seront rattachées en plan et en altitude à des repères fixes, si possible au Nivellement Général de la France (N.G.F.).

2) Implantation particulière à l'intérieur du bâtiment :

Toutes les implantations seront prévues sur les plans d'exécution des entrepreneurs.

Toutes les réservations dans les voiles béton, murs, maçonneries, planchers, poutres, etc. devront figurer sur les plans d'exécution des entrepreneurs sans exception.

Un exemplaire de ces plans signés sera remis au fur et à mesure au Maître d'Œuvre. Ceux concernant les réservations devant être réalisés rapidement de façon à les notifier à l'entrepreneur du lot gros œuvre.

CHAPITRE IX : ORGANISATION DU CHANTIER

1) Terrain :

Avant le début des travaux, l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'état des lieux, au niveau de l'accès et des obstacles divers.

Le stockage des matériaux et l'implantation des matériels seront soigneusement définis et respectés.

Les cotes de niveaux éventuelles portées au plan devront être contrôlées par l'entrepreneur.

Mêmes observations en ce qui concerne les renseignements graphiques et descriptifs concernant les adductions d'eau, égouts, électricité, etc.

L'entrepreneur pourra procéder à toutes les vérifications qu'il juge utile. Il ne pourra par la suite après la signature des marchés, formuler aucune réclamation basée sur l'inexactitude éventuelle des limites du terrain, du nivellement de ce terrain, de la cote du radier d'égout, etc.

2) Accès du chantier et entretien :

Les voies publiques utilisées pour l'accès au chantier devront être continuellement maintenues en parfait état de propreté et devront faire l'objet d'un nettoyage régulier.

En cas de détérioration, dans la mesure où il pourra être prouvé que l'entrepreneur est reconnu responsable, la remise en état lui sera imputée. Dans ce cadre un état des lieux sera établi contrairement au démarrage des travaux.

Les clôtures et portails de chantier seront soigneusement établis, entretenus, exploités et respectés.

3) Prise de possession du chantier :

L'entrepreneur devra préalablement à toute installation de chantier demander l'autorisation au Maître d'Œuvre. L'installation sera effectuée rigoureusement selon le plan d'aménagement du chantier, établi en concertation entre le Maître d'Œuvre, les entrepreneurs et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, aucune dérogation ne sera tolérée ensuite à ce plan prévisionnel.

L'entrepreneur du lot gros œuvre réalisera ou fera réaliser les clôtures et portails de chantier, leur balisage signalétique, l'installation d'un bungalow de chantier, avec table et chaises, panneau pour affichage des plans et consignes, l'installation et l'exploitation d'un bloc sanitaire (ou signaler la mise à disposition d'installations par le Maître d'Ouvrage), les branchements d'eau et d'électricité du chantier. Le montant de ces prestations sera intégré au montant de sa proposition.

4) Nettoyage du chantier :

Cf. articles correspondants du C.C.A.P.

CHAPITRE X : RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET DOCUMENTS DE CHANTIER

1) Rendez-vous de chantier :

L'entrepreneur sera tenu d'assister à tous les rendez-vous de chantier sans convocation spéciale et à tous les rendez-vous exceptionnels qui seront expressément notifiés.

Il ne pourra se faire représenter qu'avec l'accord du Maître d'Œuvre par un représentant qualifié qui devra posséder les connaissances et disposer des pouvoirs lui permettant de prendre au nom et place de l'entrepreneur toutes décisions utiles et de donner au personnel des ordres en conséquence.

L'absence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier et son remplacement par des personnes non qualifiées entraîne la responsabilité pleine et entière de cet entrepreneur pour les erreurs et les malfaçons qui pourraient en résulter. Il en sera de même pour les observations et consignes du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé qui ne seraient pas suivies d'effet.

L'entrepreneur devra avoir sur place en permanence une personne qualifiée pour surveiller les travaux et recevoir éventuellement les instructions du Maître d'Œuvre ou du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.

Le Maître d'Œuvre comme le Maître d'Ouvrage peuvent exiger le changement des agents de l'entreprise pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

Les comptes-rendus de chantier seront transmis aux différents entrepreneurs par courrier, télécopie ou messagerie électronique à la suite des réunions.

Ils deviendront contractuels dès transmission si des réserves ne sont pas formulées sous huit jours à compter de la date de réception du compte-rendu.

Les procès-verbaux d'inspection commune et les comptes rendus de visite du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé seront établis sur blocs-copies, dont un exemplaire sera remis immédiatement à chaque intervenant concerné, un exemplaire classé dans le dossier "chantier" de coordination, le dernier conservé par le coordonnateur.

2) Documents de chantier :

Un exemplaire du dossier de marché restera en permanence sur le chantier ou en mairie pour être consulté au rendez-vous de chantier.

Un exemplaire du dossier de coordination de sécurité et de protection de la santé restera en permanence dans le bureau de chantier (registre journal). Il comportera les renseignements administratifs du chantier, les informations sur les secours, services et intervenants, le suivi de l'activité des entreprises, les procès-verbaux d'inspection commune et comptes rendus de visite. Il sera présenté à toutes réquisitions des représentants autorisés des services d'inspection ou de prévention :

- . Direction Régionale du Travail et de l'Emploi,
- . C.A.R.S.A.T.,
- . O.P.P.B.T.P..

CHAPITRE XI : MESURES

1) Généralités :

L'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées aux plans.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cotes l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur devra veiller à fournir à son personnel les plans dans leur récente mise à jour et à supprimer les exemplaires périmés.

Il transmettra au Maître d'Œuvre toutes les notes de calcul et les dessins d'exécution demandés.

2) Trait de niveau :

Le trait de niveau continu à + 1,00 m du sol fini est dû pendant toute la durée du chantier, tous corps d'état intérieur et sur tous les niveaux.

Ce trait de niveau qui servira à l'ensemble des corps d'état sera tracé par l'entrepreneur du lot gros œuvre sur les murs.

CHAPITRE XII : TROUS - SCELLEMENTS - RACCORDS D'ENDUIT

Chaque entrepreneur du second œuvre est tenu de remettre à l'entrepreneur du lot gros œuvre les plans dits "de percements" pour que lui soient réservés trous, passages, engravures, feuillures, trémies, etc. nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Les entrepreneurs du second œuvre n'auront pas la possibilité d'effectuer des percements après coup dans les ouvrages du gros œuvre.

Faute par eux de fournir à temps les plans ou en cas de modifications ou de renseignements imprécis les percements et raccordements nécessaires seront exécutés par l'entrepreneur du lot gros œuvre mais au frais de l'entrepreneur du second œuvre responsable. Pour les travaux effectués tardivement après revêtement, les raccords seront exécutés dans les mêmes conditions par les entrepreneurs qualifiés.

CHAPITRE XIII : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre, les schémas, dessins, certificats qui lui seront demandés. Ces documents devront également être transmis au Bureau de Contrôle.

D'autre part, les entrepreneurs des lots comportant des prestations techniques devront transmettre en fin de travaux en trois exemplaires, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et les différents plans de récolement des principaux ouvrages à caractères techniques.

Un inventaire des matériels, outillages, méthodologies, protections collectives ou individuelles, mis en œuvre par l'entrepreneur, sera remis au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé pour la préparation des procès-verbaux d'inspection commune.

Aux fins de constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage, chaque entrepreneur remettra au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé un exemplaire des plans d'exécution et notes de calculs qui les concernent, certifiés exacts par le Maître d'œuvre.

CHAPITRE XIV : PROVENANCE DES MATERIAUX ET ARTICLES IMPOSES

Les matériaux et articles dont les marques sont spécifiées au cours du devis descriptif-quantitatif même avec la mention "similaire" ne pourront être remplacés par des matériaux ou articles différents qu'après accord exprès du Maître d'Œuvre.

Si l'entrepreneur opérait ces substitutions sans l'accord préalable stipulé ci-dessus, les matériaux ou articles seraient refusés et dans le cas où le Maître d'Œuvre jugerait acceptable leur maintien ils seraient frappés d'un abattement de 10 % minimum du coût du matériel prévu.

CHAPITRE XV : VERIFICATIONS TECHNIQUES

L'entrepreneur concerné devra procéder aux vérifications techniques de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans le document technique C.O.P.R.E.C. publié dans le supplément spécial détachable du Moniteur des Travaux Publics n° 4954 du 6 novembre 1998.

Ces résultats seront rassemblés et consignés dans les procès-verbaux (modèles figurant dans le document n° 2) et transmis au Maître d'Œuvre et au Contrôleur Technique.

Ces essais concernent notamment les installations suivantes :

- réseau d'alimentation en eau,
- réseaux d'évacuation,
- plomberie,
- installations électriques,
- chauffage,
- ventilation,
- climatisation
- ascenseur.

Les essais et contrôles sont à la charge des entrepreneurs concernés.

CHAPITRE XVI : PROTECTION DES OUVRAGES - NETTOYAGE AVANT RECEPTION

1) Pendant toute la durée des travaux l'entrepreneur est responsable de la conservation et du maintien en bon état tant des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages et installations de tous ordres que des ouvrages et il est tenu de se garantir de tous vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature.

2) L'entrepreneur est tenu de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à ses frais, les ouvrages qui lui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre tous tiers responsables.

3) Aucune indemnité ne sera allouée à l'entrepreneur pour les pertes, avaries, dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

4) Le chantier sera livré au Maître d'Ouvrage en parfait état de propreté.

CHAPITRE XVII : PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET PRÉSERVATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur devra prendre en compte :

- les déclarations de travaux (DT) effectuées par le maître d'ouvrage et les réponses apportées par les exploitants de réseaux ;

- la catégorie, la classe de précision et la localisation des tronçons de réseaux concernés et, le cas échéant, les résultats des investigations complémentaires effectuées par le maître d'ouvrage pour localiser avec précision les réseaux classés B ou C par l'exploitant ;

- les recommandations techniques spécifiques éventuelles des exploitants ayant des réseaux à proximité des travaux prévus.

Dans le cas d'opérations unitaires dont l'emprise géographique est très limitée et dont la durée de réalisation est très courte, la DT pourra être réalisée conjointement avec la déclaration de l'entreprise exécutant les travaux (DICT).

L'entrepreneur comprendra dans son offre les mesures techniques et financières permettant de prendre en compte d'éventuels ouvrages supplémentaires ou modifications d'ouvrages sans remettre en cause le projet et la sécurité.

Dans le cas des tronçons de réseaux classés B, l'entrepreneur devra réaliser à sa charge les investigations complémentaires nécessaires et devra établir les constats et récolements qui en découlent.

Sur des tronçons en classe C, le maître d'ouvrage pourra imputer aux exploitants la moitié du coût des investigations complémentaires au prorata des longueurs investiguées.

Toutefois, il n'y aura pas d'investigations complémentaires lorsque les travaux seront de très faible emprise et très faible durée, ou en dehors des agglomérations urbaines, ou près des réseaux souterrains de communication électroniques, de distribution d'eau et d'assainissement (si les exploitants ne les ont pas enregistrés comme réseaux sensibles), ou près des branchements électriques basse tension ou gaz s'ils sont chacun pourvus d'un affleurant visible.

L'entreprise de travaux qui assurera la sécurité lors de l'exécution du chantier doit :

- > informer son personnel sur les mesures de sécurité à appliquer ;
- > vérifier la qualification des employés chargés de préparer le projet de travaux et d'en suivre la réalisation ;
- > procéder au marquage-piquetage dans la zone de travaux des réseaux souterrains et le faire maintenir en bon état ;
- > arrêter le chantier en cas de danger lié à la découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés ; l'entreprise exécutant les travaux ne peut en subir de préjudice, même si elle a pris l'initiative d'arrêter les travaux au vu des risques encourus par ses salariés ou les riverains ; le maître d'ouvrage est le seul à pouvoir ordonner, par écrit, la reprise des travaux placés sous sa responsabilité ;
- > confier à un prestataire qualifié le relevé topographique géoréférencé des réseaux ou tronçons de réseaux construits ou modifiés.

L'entreprise est la seule garante de la sécurité des chantiers, à ce titre elle doit :

- prévoir, lors de sa réponse à la consultation du maître d'ouvrage, les méthodes à employer à proximité immédiate des réseaux dont la localisation et les caractéristiques lui ont été communiquées ;

- disposer d'un personnel formé et qualifié pour intervenir à proximité des réseaux ; elle doit notamment délivrer des autorisations d'intervention à proximité des réseaux aux conducteurs de travaux et d'engins après qu'elle se soit assurée de leurs compétences ;
- informer son personnel sur la localisation des réseaux et sur les mesures de sécurité à appliquer lors du chantier ;
- maintenir en bon état le marquage-piquetage réalisé par l'exploitant ;
- garantir l'accessibilité aux organes de sécurité des réseaux qui lui ont été signalés ;
- adapter ses techniques de travaux en fonction des réseaux identifiés : un guide technique comprenant des recommandations et des dispositions obligatoires sur ces techniques est disponible sur le téléservice ;
- refuser de démarrer un chantier si les conditions de sécurité ne sont pas réunies, notamment si elle n'a pas obtenu de réponses aux DICT relatives aux ouvrages sensibles pour la sécurité ; elle doit en avertir le maître d'ouvrage et les préjudices qui pourront en résulter ne seront pas à sa charge.

L'entreprise doit s'assurer qu'elle dispose sur le terrain des réponses aux DT et DICT. Dans le cas des lignes électriques, leurs exploitants peuvent préciser l'état de leur réseau (sous tension, consignée, hors tension) et les mesures de prévention appropriées. Elle prend en compte le marquage-piquetage réalisé par l'exploitant du réseau concerné. Elle compare ces informations avec celles observables sur le terrain. Cette vérification vise à repérer au mieux les ouvrages existants, qu'ils soient enterrés ou aériens. Elle doit informer le maître d'ouvrage des éventuelles incohérences, inexactitudes et manques. Dans ce cas, le responsable de projet doit demander une confirmation à l'exploitant.

En cas de situation dangereuse ou susceptible de remettre en cause le chantier, comme par exemple la découverte de réseaux non identifiés en amont du chantier ou une erreur importante de localisation d'un réseau, l'entreprise peut suspendre les travaux. Il appartient ensuite au maître d'ouvrage de décider de la reprise des travaux après s'être acquitté des garanties de sécurité. L'entreprise ne subira pas de préjudice dans une telle situation.

-Travaux urgents

Dans le cas dits des travaux urgents, c'est-à-dire qui n'avaient pas été prévus et qui sont justifiés par la sécurité, la continuité du service public, la sauvegarde des personnes ou des biens ou la force majeure, le maître d'ouvrage sera dispensé de DT ; néanmoins, le maître d'ouvrage devra obligatoirement consulter le téléservice pour savoir s'il y a des réseaux sensibles à proximité de la zone de travaux. Si tel est le cas, le maître d'ouvrage ne pourra faire engager les travaux qu'après avoir contacté les exploitants de ces réseaux en les invitant à venir sur place ou à répondre dans des délais compatibles avec la situation d'urgence, pour obtenir de leur part les consignes de sécurité. Le maître d'ouvrage devra ensuite communiquer ces consignes à l'entreprise exécutant les travaux. Dans tous les cas, que les réseaux soient sensibles ou non, le maître d'ouvrage devra envoyer dans les meilleurs délais un avis de travaux urgents à leurs exploitants ; cet avis peut être postérieur aux travaux. Quant à l'entreprise, ces travaux urgents sont également dispensés de DICT si tous ses agents intervenant lors de ces travaux disposent d'une autorisation spécifique d'intervention à proximité des réseaux. L'entreprise ne pourra commencer ces travaux que lorsque le maître d'ouvrage lui aura communiqué les mesures de sécurité transmises par les exploitants ayant des ouvrages sensibles pour la sécurité présents à proximité du chantier. Elle ne subira pas de préjudice en cas d'attente ou d'immobilisation du chantier résultant du manque d'information relative aux réseaux sensibles pour la sécurité.

- Endommagement de réseaux

En cas d'endommagement accidentel de réseaux, un constat contradictoire devra être établi entre l'exploitant de réseau et l'entreprise exécutant les travaux. Pour l'entreprise, dans le cas d'un endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, elle doit prévenir dans les plus brefs délais les services de secours et appliquer la règle des 4A. Arrêter les engins de travaux - Alerter les secours - Aménager une zone de sécurité - Accueillir les secours.

En cas d'endommagement, même superficiel, d'un réseau ou d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, ou de toute autre anomalie, l'entreprise doit prévenir dans les meilleurs délais l'exploitant du réseau concerné. Elle doit également établir un constat contradictoire avec cet exploitant, sur le même principe qu'un constat d'accident de la route.